

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 622 30 juin 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

POUR RAISONS DE VACANCES SANS INTERNET POSSIBLE, LA SORTIE DE TOCQUEVILLE MAGAZINE EST INTERROMPUE JUSQU'AU 21 JUILLET, DATE DU 623.

VOTRE COURRIER RECU DANS CET INTERVALLE SERA RECUPERE ET TRAITÉ DANS CE NUMERO 623.

BONNES VACANCES A TOUS.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

MARCEL VAN, rédemptoriste vietnamien disciple de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus :

« Jésus, je t'offre mes petits sacrifices, tous les mérites que je peux acquérir chaque jour ; je les apporte au tabernacle, bureau de poste de l'amour, pour être expédié aux âmes. Distribue-les à celles que tu voudras pourvu qu'elles obtiennent la grâce du salut »

EDITO

PARACHUTES DORES

J'ai souvent dit que les parachutes dorés des politiques étaient bien plus scandaleux et coûteux que les parachutes dorés de quelques grands hommes d'affaires. En effet ces parachutes dorés des politiques reçoivent reposent sur de l'argent public c'est-à-dire de l'argent volé aux citoyens.

Monsieur Jacques Toubon, député européen sortant, n'avait pas été réinvesti par l'UMP pour les élections du 7 juin. Cet ancien ministre avait fait savoir sa déception. La présidence de la république a annoncé qu'il serait chargé de préparer et d'assurer la mise en oeuvre d'une initiative « 2010 année de l'Afrique ». « La célébration en 2010 du 50e anniversaire de l'indépendance de 14 ex colonies françaises doit être l'occasion de souligner et de confirmer l'évolution des relations entre la France et l'Afrique subsaharienne qui doivent rester privilégiées tout en étant renouvelées, équilibrées et transparentes » explique l'Élysée dans un communiqué. Le même personnage est actuellement président de la cité nationale de l'histoire de l'immigration. Il a donc en quelque sorte deux parachutes.

Il y a des chances malheureusement pour que cette nomination accentue encore plus la fausse repentance dans laquelle la France se vautre vis-à-vis de ses anciennes colonies.

Il y a une différence importante entre les parachutes dorés des hommes d'affaires et ceux des politiques. Les avantages qui représentent les parachutes dorés des hommes d'affaires sont publiés et parfois vérifiés par des experts-comptables. Il est nullement question de connaître l'argent qui se déverse grâce aux parachutes dorés des politiques : c'est l'omerta.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LES NOTES DE FRAIS

Tony Blair est pris à son tour dans le scandale des notes de frais abusives. Les députés britanniques sont moins malins que les parlementaires français qui organisent leur richesse immense à l'abri de la loi qu'ils fabriquent à cet effet.

Deux jours seulement avant de quitter son poste de premier ministre il a déposé une demande de remboursement de frais pour 7000 livres pour des réparations sur le toit de l'une de ces maisons de campagne. Cela donne évidemment l'impression que l'ancien premier ministre travailliste s'est dépêché de faire les travaux pour pouvoir les faire passer sur des notes de frais. Pas moins de 184 élus sur les 646 membres de la chambre des communes dont Gordon Brown lui-même et certains de ses ministres ainsi que le leader conservateur David Cameron ont déjà reversé au parlement un total de 478 000 livres pour corriger des notes de frais abusives.

Les Français devraient demander à leurs parlementaires de leur rendre aussi l'argent volé.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

LA CRISE

Le 15 juin 2009 à 11:07, Francis DEMAY a écrit :

Il me semble intéressant de donner les indicateurs qui permettent d'affirmer que la France s'enfonce durablement dans la crise malgré les fanfaronnades gouvernementales et nos fabuleux amortisseurs sociaux.

1° - Les déficits en 2009 : pour le seul budget de l'Etat, il est annoncé à 104 milliards (c'est inscrit dans le courrier reçu pour déclarer l'IRPP) ; pour la Sécurité sociale ce sera de l'ordre de 21 milliards, soit deux fois plus qu'en 2008 et deux fois moins que ce qui est annoncé dans la loi de financement de la Sécu pour 2009. Christine Lagarde s'est fait renvoyer dans ses buts par l'Eurogroupe quand elle a souhaité faire un distinguo subtil entre les déficits liés à la crise et au plan de relance et les autres (structurels) qui ne sont pas moins inquiétants.

2° - La dette devrait atteindre ou dépasser les 1 450 milliards à la fin 2009. Plus personne n'ose annoncer ou avancer de chiffre ! Quand on sait que le PIB se situera entre 1 900 et 2 000 milliards (il devait les atteindre sans la crise), on voit bien que celle-ci flirtera avec les 75 % du PIB.

3° - Les destructions d'emplois (CDI), dans le secteur marchand, au 1er trimestre 2009 battent un record historique de plus de 35 ans, de l'ordre de 350 000, soit le double du premier trimestre 2008. L'intérim n'est plus seul touché comme dans le dernier trimestre

4° - L'inflation sur un an est à -0,3 % (+2,7 % à la mi-novembre 2008) ; ce qui, en langage non politiquement correct, s'appelle une déflation, considérée comme un facteur de récession économique. Le triste record précédent date de 1957, quand la IV^e République était à bout de souffle, et avant que le Général de Gaulle ne revienne au pouvoir en 1958, sous la pression des événements en Algérie.

Toute présentation d'un budget, même de cadrage, pour 2010, relève de l'exercice de style ou du voeu pieux, mais il faut le faire ! ...

L'intervention du président de la République (devenu plus Vert que Dany le Rouge), devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles le 22 juin, sera, comme toujours, un discours incantatoire (selon Bergson, " l'incantation peut participer à la fois du commandement et de la prière "), volontariste et déterminé.

Il pourra au moins nous inviter à consommer tout l'été, en attendant la rentrée ; " la cigale ayant chanté... ".

Francis DEMAY

POLYGAMIE

LA POLYGAMIE, RECONNUE ET REMBOURSEE

Communiqué de Laissez-les-vivre :

"En consultant [le site de l'assurance maladie](#), vous aurez la surprise de lire à la rubrique du congé de paternité :

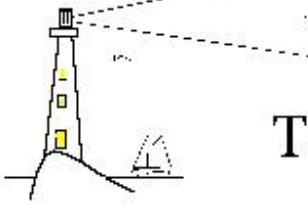
"Père polygame. Le congé paternité est accordé au père à l'occasion de la naissance de chaque enfant qu'il a reconnu."

La sécurité sociale reconnaît donc des droits dans une situation constituant une infraction pénale, à savoir un délit puni par [l'article 433-20 du code pénal](#) d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende ! Certes, prévoyant pour 2009 un déficit de 22,10 milliards d'euros, dont 9,4 milliards pour la seule assurance maladie, la sécurité sociale, dépendant du ministre de la santé, n'en est plus à cela près... Il semble toutefois très peu probable que Mme BACHELOT, confirmée dans ses fonctions de ministre de la santé et des sports dans le gouvernement FILLON IV soit tentée de cesser l'organisation du viol de la loi dans ses propres services. Rappelons que Mme BACHELOT [vient de permettre](#) l'adoption définitive (en commission mixte paritaire) de la pratique de « l'I.V.G. médicamenteuse » par les sages-femmes dans son projet de loi intitulé « Hôpital, patients, santé, territoires », organisant ainsi le viol des consciences."

Addendum 17h40 : il semble que [cette mention ait disparu du site](#). Toutefois, cette question [avait déjà été abordée au Sénat en juillet 2007](#).

[Michel Janva](#)

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 29 JUIN 2009

SARKO ECOLO

Tout récemment je montrais comment comme Sarkozy courait sans cesse après le socialisme. Cette fois-ci nous allons parler de Sarkozy galopant derrière la fausse idole du pouvoir écologique.

La première impression qui se dégage du discours de Versailles est que rien ne change car tout est pareil, ce qui n'a pas empêché le président de prononcer une parole martiale : « ce que je vous propose, c'est le mouvement ».

Oublions quelques phrases idiotes comme : « l'aspiration française à mettre l'économie au service de l'homme » et remarquons respectueusement que de toute façon l'économie est toujours au service de l'homme, la difficulté étant seulement de savoir au service de quels hommes exactement.

La meilleure preuve que rien ne change et que tout est pareil est la nomination de 39 ministres ou sous ministres avec un certain nombre pour des fonctions complètement ridicules. Madame Nora Berra est secrétaire d'État. aux aînés (et les cadets alors ?). Il existe aussi quelqu'un à l'économie numérique !

L'examen attentif de la liste impressionnante de ces prédateurs de la République Fromagère (R.F.) au plus haut niveau est qu'avec 10 ministres cela suffirait amplement, les autres fonctions n'ayant pas lieu d'être.

La course au butin, lors de ce remaniement, s'est déroulée comme d'habitude suivant la meilleure des traditions républicaines. Le sort étant maintenant jeté, s'ouvre à grande allure la course aux parachutes dorés : le droit à vie à un parachute doré forme une partie appréciable de la richesse des prédateurs. Madame Albanel, ayant été délogée du ministère de la culture, il lui a été proposé tout aussitôt de prendre la place que le précédent détenait à la villa Médicis à Rome : c'est une position de prince romain qu'elle a refusé pensant sans doute que cela ne correspondait pas à sa dignité. Remarquons en passant, que parmi les 500 palais à vendre d'urgence, la villa Médicis se situe en bonne place ; elle ne sert à rien de réel et a une valeur considérable étant donné sa situation en plein coeur de Rome. Sa vente dégagerait des capitaux et des économies permettant de supprimer un ou plusieurs des impôts qui nous assassinent et nous empêchent précisément de nous cultiver librement, sans devoir passer par un ministère tenu par qui vous savez.

Le président a promis qu'il réduirait le nombre des collectivités locales. Nous savons que c'est une parole tout à fait en l'air car le jeu des intérêts des grands prédateurs qu'abritent ces collectivités est absolument immense et que leur solidarité est une des grandes « valeurs » de la république : il y a donc aucune chance que cela bouge de quelque façon que ce soit de ce côté.

Simultanément, il était indiqué que la construction de nouvelles prisons serait un impératif du prochain gouvernement : faute de désigner le mal, c'est-à-dire le fait que les prisons soient encombrées par beaucoup d'étrangers, il est proposé comme idéal à la France la construction de nouvelles prisons ! . Le « Lider Maximo » a aussi indiqué : « je ne ferai pas la politique de la rigueur, parce que cette politique a toujours échoué. Je n'augmenterai pas les impôts car cela retarderait longtemps la sortie de crise et parce qu'en augmentant les impôts au niveau des prélèvements où nous nous trouvons on ne réduit pas les déficits on les augmente ». Tout aussitôt il a annoncé un nouvel impôt, à savoir la taxe carbone. Quant à la rigueur, la seule vraiment nécessaire serait la rigueur pour les parlementaires, ministres et présidents, ainsi que leurs compagnons de route ; il est évident qu'il n'allait s'encombrer avec des idées aussi iconoclastes. Il n'a pas manqué aussi d'annoncer une politique industrielle : ce n'est pas une nouveauté et c'est l'annonce de futures nouvelles catastrophes dans l'industrie.

Avec la perspective d'un futur grand emprunt national, il se précipite dans le gouffre sans fond de l'endettement public que Philippe Seguin, le lendemain même, a déploré une nouvelle fois. Pour éviter toute perte de prestige et tout échec, il est clair, que comme tous les emprunts nationaux précédents, ce nouvel emprunt bénéficiera d'avantages très particuliers ajoutant son poids propre à l'endettement abyssal du pays. Rappelons-nous l'emprunt de Sa Majesté auvergnate qui a ruiné la France à son époque, cette ruine nourrissant encore la ruine actuelle. Ce sera l'occasion de définir des priorités mais uniquement des priorités publiques dont l'énoncé fait frémir car ce seront des projets non précis et non contrôlés ; le premier et plus sûr effet est d'ouvrir la vanne aux dépenses, les batailles étant déjà déclenchées de toutes parts pour avoir le gâteau. L'un des effets majeurs de cet emprunt sera d'assécher les possibilités de financement des Français ; il aurait fallu, bien au contraire, inviter les Français à investir au maximum dans les entreprises privées seules créatrices de richesse alors que l'État n'a jamais créé de richesse véritable.

Terminons maintenant par l'écologie qui est une des pensées majeures du présent règne. Le dénommé Borloo a déjà détérioré d'une façon extrêmement grave l'économie nationale par le déchaînement législatif et fiscal du Grenelle numéro un. Il a reçu une nouvelle promotion et devient tellement encombrant qu'il est permis de se demander ce que fait, là au milieu, le povret François Fillon ! . Le Grenelle numéro deux est annoncé avec un nouveau déchaînement d'impôts et de réglementations.

Qui nous délivrera de ce nuage de frelons qui assombrissent depuis de nombreuses années le paysage français ?

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

PETITION POUR UNE RELANCE DURABLE

“65 milliards d’euros seront progressivement injectés dans l’économie. „

Nicolas Sarkozy, le 15 janvier 2009

Avec tout le respect dû à votre fonction
Monsieur le Président, ce n’est pas vrai.

Dès lors que l’Etat doit financer ses dépenses publiques, ces milliards d’euros ne sont pas injectés mais simplement redistribués. Chaque centime que l’Etat dépense, il doit d’abord soit le prélever par l’impôt sur les activités de nos concitoyens, soit l’emprunter au détriment des investissements des entreprises. Puisque l’Etat ne fait que redistribuer de l’argent, nous, signataires, ne croyons pas que l’envolée des dépenses publiques soit efficace contre la récession en cours – pas plus qu’elle n’a permis de sortir les États-Unis des années 1930 de la dépression, ou n’a sauvé l’économie japonaise dans les années 1990.

Pour favoriser le retour de la croissance, notre gouvernement doit plutôt permettre à tous de conserver le fruit de leur travail, d’épargner, d’investir et d’entreprendre. Réduire le fardeau fiscal de tous les particuliers et des entreprises, simplifier la réglementation du travail et réformer l’État pour diminuer la dépense publique sont les bonnes façons de relancer la croissance.

JEAN-PIERRE CENTI, Professeur en Sciences Économiques, Université Paul-Cézanne

PIERRE CHAIGNEAU, Président, Éclairages Économiques

JEAN-YVES NAUDET, Professeur en Sciences Économiques, Université Paul Cézanne

HENRI LEPAGE, Président, Institut Turgot

JÖRG GUIDO HÜLSMANN, Professeur en Sciences Économiques, Université d’Angers

MICHEL DE PONCINS, Président, Catholiques pour les Libertés Économiques (CLE)

PASCAL SALIN, Professeur Émérite, Université Paris-Dauphine
DR NOUH EL HARMOUZI, Project Manager, Atlas Economic Research Foundation
JACQUES DE GUENIN, Président, Cercle Frédéric Bastiat
EMMANUEL MARTIN, Docteur ès Sciences Économiques, Un Monde Libre
JEAN-MARC DANIEL, Professeur d'Economie, ESCP Europe
VÉRONIQUE DE RUGY, Senior Research Fellow, Mercatus Center at George Mason University
PHILIPPE LACOUDE, Vice-President, Algonkian Technologies Inc
FRÉDÉRIC SAUTET, Senior Research Fellow, Mercatus Center at George Mason University
VINCENT BÉNARD, Président, Institut Hayek
PIERRE GARELLO, Professeur en Sciences Économiques, Université Paul Cézanne
SERGE SCHWEITZER, Professeur de Sciences Économiques, Université Paul Cézanne
CHARLES ARNOUX, Directeur des études du Magistère Journalisme-Communication-Économie, Université Paul Cézanne
MATHIEU LAINE, Avocat, Maître de conférences en philosophie politique, Sciences-Po
BERTRAND LEMENNICIER, Professeur de Droit et Sciences Économiques, Université Paris II Panthéon-Assas
GUY PLUNIER, Co-fondateur et Secrétaire Général, Catholiques pour les Libertés Économiques (CLE)
MAX FALQUE, Délégué général, International Center for Research on Environmental Issues
NICOLAS LECAUSSIN, IREF, Junior Entrepreneur
CÉCILE PHILIPPE, Directrice, Institut Économique Molinari
PHILIPPE SIMONNOT, Directeur, Observatoire de l'Économie Méditerranéenne
BERNARD ZIMMERN, Président, Institut Français pour la Recherche sur les Administrations et les Politiques Publiques
ANTHONY DE JASAY, économiste, philosophe
CHRISTIANE CHAVANE, Chef d'entreprise, CERESCO
YVES MONTENAY, Président, Institut Culture Économie et Géopolitique
EMMANUEL SALA, Co-fondateur et dirigeant associé, Seralia
DOMINIQUE AUGÉY, Professeur en Sciences Économiques, Université Paul-Cézanne

*Retrouvez la pétition sur www.relancedurable.fr,
à l'initiative du [Collectif pour une relance durable](#)*

Qui sommes-nous ?

Le Collectif pour une relance durable regroupe des associations et des acteurs de la société civile qui souhaitent la mise en œuvre des mesures les plus à même de relancer durablement la croissance.

Le collectif est indépendant de tout parti politique, ne cherche à favoriser aucune formation.

Déterminé à faire entendre une voix différente de la pensée conformiste sur les solutions actuellement appliquées pour faire face à la crise économique, le Collectif a pour objectif de peser dans le débat d'idées trop peu ouvert à la controverse, notamment dans les médias.

Grâce à une pétition ouverte aux experts de l'économie française et à ses principaux acteurs, le collectif entend recentrer ce débat sur les vrais moyens de favoriser le retour à la croissance.



[Contribuables Associés](#)



[Institut Français pour la Recherche sur les Administrations et les Politiques Publiques](#)

[L'Observatoire de l'Économie Méditerranéenne](#)



[Éclairages Economiques](#)



[Institut Turgot](#)

Catholiques pour les Libertés Économiques



[Liberté Chérie](#)



[Réunion du Lundi](#)

Contact

E-mail : Collectif@relancedurable.fr

Téléphone : +33 670 55 94 69.

CITATIONS

Charles Maurras :

« Le gouvernement légal du nombre fait toujours le gouvernement occulte celui des pires »

Gandhi :

« L'erreur ne devient pas la vérité parce qu'elle se propage et se multiplie. La Vérité ne devient pas erreur parce que nul ne la voit ».

REVUE DE PRESSE

LE REVE AMERICAIN

Le rêve américain, malgré la crise, est toujours là et c'est la raison pour laquelle les Américains s'en sortiront bien plus vite que les Européens et évidemment en particulier les Français.

Le courrier international raconte qu'un Mexicain un jour de 1967 a pris son baluchon, a traversé le Rio Grande et il est arrivé au Texas. « Je voulais aller aux États-Unis pour avoir une vie meilleure » explique ce monsieur âgé actuellement de 63 ans et qui est aujourd'hui citoyen américain. « Mon rêve était de faire venir ma famille et qu'on travaille tous ensemble ». Il a commencé à travailler comme boucher pour 1,85 \$ de l'heure avant de prendre un deuxième travail dans une usine de confiserie. Il travaillait souvent 14 heures par jour. Grâce à ces économies, il a fait venir sa femme, ses frères et soeurs et ses parents aujourd'hui âgés de plus de 90 ans. Finalement il a ouvert plusieurs petits commerces et a réussi à vivre confortablement avec sa famille.

Il faut bien remarquer que tout ce cheminement qui est très fréquent aux États-Unis n'a pu se faire que parce que la société est bien plus souple qu'en France où nous sommes enserrés dans une foule de réglementations impossibles à gérer.

BREVES ET LONGUES

LA FACTURE EDF

Le coût de l'acheminement de l'électricité représente près de la moitié de la facture finale aux consommateurs. Le gouvernement a décidé d'augmenter de 2 à 3 % les tarifs de cet acheminement et ceci à partir du 1er août 2009. L'une des justifications est le développement des énergies renouvelables et notamment le raccordement des éoliennes ou des fermes solaires. Nous savons tous que la folie des éoliennes va ruiner à due concurrence la France et c'est bien en route.

LES SUBVENTIONS

L'on sait que le maire de Paris, comme la plupart des autres maires, ruine ses concitoyens par les subventions qu'il accorde avec de l'argent qu'il leur prend par la force fiscale.

Voici quelques exemples parmi les plus ridicules.

20 000 € pour un programme d'étude sur les écrevisses pour une fédération de pêche.

25 000 € pour un programme d'étude des mécanismes du déclin du moineau domestique.

500 000 € pour la fête des franciliens en vue de développer le sentiment du mieux vivre ensemble.

400 000 € pour le musée Salvador Allende à Santiago du Chili.

100 000 € pour développer une communication à taille humaine valorisant la solidarité dans l'économie.

40 000 € pour former les élus analphabètes issus du scrutin municipal dans une région du Mali.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

L'un des seuls actes positifs du président Sarkozy et de ne pas avoir ralenti la lutte contre les accidents de la route qui avait été engagée bien avant son arrivée au pouvoir.

En 1972 il y avait eu 16 610 tués sur les routes. En 2008 il n'y en a eu que 4275.

Si l'on considère qu'en 1972 la circulation était bien plus faible qu'aujourd'hui l'on peut dire que la route est devenue bien plus sûre et d'une façon tout à fait spectaculaire. Si l'on

rapprochait les décès du nombre de kilomètres parcourus la statistique le montrerait largement.

USA LA COUR SUPREME

Sonia Sotomayor vient d'être nommée par OBAME comme juge à la cour suprême. Christian Daisug, correspondant du journal Présent aux USA nous en apprend de belles à son égard. C'est clairement un virage à gauche aussi spectaculaire que décisif.

Dans tous ses jugements et à toutes les étapes de sa carrière, cette dame s'est plu à exalter l'importance de l'origine raciale et de la classe sociale. À plusieurs reprises elle montra sa haine du blanc, sa passion pour les minorités, sa volonté d'imposer des quotas. Elle rendra une justice atomisée, sectaire, dangereuse qui est tout le contraire de ce qu'il faut à l'Amérique.

En revanche elle est catholique. A cet égard, elle alerte les fanatiques du génocide des enfants à naître. Elle s'est en particulier opposée au financement fédéral des campagnes pro avortement dans les pays étrangers. C'est d'autant plus étonnant dans ce domaine que le président lui-même a montré sa volonté de généraliser le meurtre des enfants à naître.

Cela prouve aussi que l'analyse de l'évolution des États-Unis est relativement toujours complexe.

LES PANNEAUX PUBLICITAIRES

Le pouvoir quasi totalitaire s'attaque à tous les problèmes de la vie. Nous apprenons tout soudain que le projet de loi Grenelle 2 devrait permettre de réguler les panneaux publicitaires par rapport à un développement qui paraît-il serait anarchique. Nous sommes tous favorables aux panneaux publicitaires même si nous les trouvons souvent fort laids ; ils animent les campagnes les villes et donnent des indications utiles.

L'enfer est toujours pavé de bonnes intentions. Une secrétaire d'État insiste sur quelques mesures phares à commencer par l'idée « d'instaurer des zones de tranquillité autour des écoles : « Il faut préserver les enfants de la logique de consommation à tout crin ».

Cette dame engage la guerre contre certains de ses collègues du gouvernement qui veulent au contraire développer la consommation.

Nous avons dit toujours que le système socialiste était plein de contradictions.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

MICHAEL JACKSON

Bonjour à tous,

Une marée médiatique, un tapage infernal pour la mort de Michael Jackson !! on est bombardés, on est saoulés par cet encensement démesuré !! Mort ?mais il était déjà mort avant sa mort avec son visage délavé, déformé, décomposé !! encenser pareille caricature est digne des médias peopolisés , des hommes politiques , des people !!!La people attitude. La sulfureuse Madonna pleureet plein d'autres !! A croire que le monde s'est arrêté !! Monde sans gouvernail.

Jackson reste à coup sûr un personnage anormal, un mégalomane , un pédophile , un génie du business , une personnalité complexe !! King of the pop : oh oui et ces 2 fils sont appelés Prince Michael I et Prince Michael II. King, Prince il a vécu pour ces titres matérialistes éphémères !! Né noir il est mort blanc ;: une gifle humiliante aux noirs .

Michael Jackson un phénomène donc. Carrière fulgurante, PHENOMENALE. Et pourquoi ce look androgyne avec de longs cheveux et du rouge à lèvres ??????????

Manipulait- il secrètement les ESPRITS ANDROGYNES phénoménaux et infernaux d'en Bas pour forcer sa carrière et obtenir une réussite phénoménale comme le font bon nombre de people du show biz ? Voir les Beatles, les Rolling Stones, Bob Marley et Hendricks qui devaient leur succès commercial aux cérémonies rituelles de la sorcière ghanéenne Hini et plein d'autres encore !!

TOUT CA POUR CA ????????????

Voyez l'aveuglement français : au Musée Grévin quand j'y suis allée récemment Jackson était placé au centre du Musée comme un dieu et le brillant philosophe Descartes dans un coin invisible, !!!!??? Ce doit être toujours pareil ! jugement complètement faussé .

Bonne réflexion !

REFORMES

[iFRAP 2012](#)

Mouvement politique pour l'accélération des réformes ...

Nicolas Sarkozy face à la dette publique

Philippe Séguin mérite-t-il le titre de « meilleur opposant » ?

Choc d'interventions en 48 heures : la déclaration du chef de l'Etat lundi, suivie mercredi par les 133 pages du rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques.



Rapport de la Cour des Comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques
Le chef de l'Etat ne s'est guère appesanti sur la situation des finances publiques, assurant qu'il ne fuirait pas ses responsabilités, mais qu'il ne ferait pas la politique de la rigueur, qui a toujours échoué dans le passé, et qu'il ne sacrifierait pas l'investissement. Et de se lancer dans la distinction entre le mauvais déficit, d'ordre structurel (causé par le mauvais fonctionnement de l'Etat), celui qui est d'origine conjoncturelle (la crise), et le bon déficit enfin, celui qui finance les dépenses d'avenir (les investissements). Le premier doit être ramené à zéro, le second devra être résorbé « après la crise », et il ne faut pas renoncer au dernier.

Mais avons-nous les moyens d'une politique dynamique qui s'appuie sur de tels distinguos ? Le rapport de la Cour des comptes paraît bien remettre en question cette ambition, en brochant un tableau particulièrement noir de la situation. Du déluge de chiffres fournis par la Cour, on peut retenir que les comparaisons internationales ne sont pas en faveur de la France, même si l'on tient compte des effets de la crise, que les déficits français sont de nature essentiellement structurels, et que, pour seulement faire revenir en huit années la dette publique de 80% à 60% du PIB (engagement international de la France), il faudrait faire un effort égal à 3,5% de ce PIB en réduisant à zéro ce déficit structurel.

Pour la Cour des comptes, l'ampleur de la tâche nécessite de faire feu de tout bois. Tout d'abord il est un domaine dans lequel la hausse des prélèvements ne pourra pas de toutes façons être évitée, c'est celui des comptes sociaux. Ceci conduit au minimum à une révision des [niches sociales](#), mais aussi à l'ouverture de négociations sur les retraites, y compris les avantages familiaux. Pour ce qui concerne l'Etat, les limitations de dépenses annoncées par le gouvernement, ainsi que les économies censées être engendrées par la RGPP, sont très insuffisantes et des « réformes beaucoup plus ambitieuses » sont nécessaires.

La Cour des comptes relève particulièrement qu'en raison de leur poids considérable (450 milliards d'euros soit un quart du PIB), le plus fort gisement d'économies concerne, sous leurs diverses formes, les interventions de l'Etat et des collectivités locales [1]. La Cour affirme que « les pays qui ont assaini leurs finances publiques l'ont fait en remettant en question non seulement les dépenses de fonctionnement mais aussi l'ensemble de leurs interventions et en renforçant leur efficacité ». Autrement dit, au-delà des « mauvais déficits » il faut aussi savoir remettre en question les « bons déficits », qui peuvent

correspondre aux investissements voulus par le chef de l'Etat. En effet, ce dernier a ciblé dans son discours des « mesures massives en faveur de l'activité partielle », l'extension des contrats de transition professionnelle, la formation des jeunes, la revalorisation des filières professionnelles etc...

On comprend certes ce que veut dire le Président lorsqu'il qualifie ces dépenses d'intervention d'investissements, dans la mesure où il s'agit de préparer l'avenir. Il n'en reste pas moins que cette qualification est un abus de langage du point de vue de la comptabilité publique, qui est celui de la Cour des comptes. Le message est donc clair, et lorsque la Cour évoque la nécessité de remettre en question, ce qui signifie diminuer, les interventions de l'Etat, le discours présidentiel amène au contraire à les augmenter. L'opposition entre les deux discours conduit à se poser deux questions fondamentales sur la politique économique.

Tout d'abord, avons-nous les moyens de cette politique ? La réponse est négative pour la Cour des comptes. Selon la jolie formule de Philippe Séguin, « A répéter que les caisses sont vides il ne faudrait pas accrédi-ter l'idée paradoxale qu'elles sont du coup inépuisables »... Or l'opposition est nette entre le gouvernement et la Cour : alors que cette dernière préconise de repasser en huit ans le montant de la dette publique de 80% à 60% du PIB, les hypothèses gouvernementales conduisent à prévoir une augmentation de cette dette à 88% du PIB à l'horizon 2012.

Pourquoi une révision aussi déchirante s'imposerait-elle d'après la Cour ? Non seulement en raison des engagements internationaux de la France, mais aussi parce que « l'endettement pourrait augmenter de manière exponentielle. Les charges d'intérêt mobiliseraient alors une part excessive des ressources publiques et un risque pèserait sur la signature de l'Etat » [2].

D'autre part, « il serait peu prudent d'attendre que des remèdes hypothétiques, comme la hausse de la croissance potentielle ou la reprise de l'inflation [3] exonèrent la France des efforts de redressement nécessaires de ses comptes publics ». La France est donc sur le fil du rasoir, engagée dans une course de vitesse consistant à battre la crise, et rétablir la croissance, avant que la montée de l'endettement public vienne ruiner les efforts de rétablissement. Manifestement cette stratégie rencontre le scepticisme de la Cour des comptes.

Ceci conduit à poser une seconde question, d'ordre plus général, et qui porte sur l'efficacité de la dépense publique. A supposer en effet que l'on puisse se permettre d'augmenter les déficits, quels résultats faut-il en attendre ? La Cour des comptes rappelle à ce sujet ses nombreuses critiques, et parmi elles :

▸ la politique de réduction des dépenses publiques n'atteint pas les 655 « [opérateurs de l'Etat](#) » (organismes juridiquement indépendants de l'Etat et poursuivant une mission de service public, par exemple Météo-France ou le CNES) qui, trop nombreux, reçoivent plus de 20 milliards d'euros de subventions, et emploient des effectifs en forte croissance (292.000 agents).

▸ l'inefficacité des interventions de l'Etat dans des domaines tels que les aides personnelles au logement, les contrats aidés, la politique de la ville, les aides aux collectivités territoriales, la politique de l'emploi (30 milliards d'exonérations sociales, 4 milliards pour la prime pour l'emploi, un chiffre encore indéterminé pour le récent RSA). S'y ajoute un chiffre incertain des dépenses fiscales (provisoirement estimées à 69 milliards), où interviennent trop de services de l'Etat dont le pilotage n'est pas assuré.

▸ la forte croissance des effectifs de la fonction publique territoriale.

Au total, le pouvoir n'a ouvert qu'une petite partie des chantiers qui s'imposent, et dans le même temps multiplie des interventions qui ne peuvent que générer davantage de déficit public, le tout sans évaluer l'efficacité de la dépense. La critique est rude.

Il y a peut-être plusieurs sortes de déficit, mais il n'y a qu'une dette publique, et qu'un montant global de frais financiers. Le message de la Cour des comptes est clair : il faut cesser de multiplier les nouvelles interventions de l'Etat, même si cela est difficile compte tenu de leur finalité sociale, et se poser la question de l'efficacité des interventions existantes. Et en tout état de cause, la France n'évitera pas une certaine politique de rigueur, que notamment la constante dégradation des comptes des organismes sociaux rend inévitable. Cela rogne sérieusement les ailes du volontarisme affiché par le chef de l'Etat. A quand l'ouverture de ces chantiers ?

Bertrand Nouel

LA CRISE

Dans 1984 le roman d'Orwell, le dictateur (Big Brother) déploie des instruments terrifiants de contrôle social, notamment en assenant à longueur de temps sur les ondes que les frontières du pays sont en guerre. Cette atmosphère de guerre lui donne la possibilité de maintenir la population dans un état de crainte permanente propice à l'installation d'une société totalitaire. La population n'a alors pas d'autres choix que de se tourner vers la protection

« bienveillante » d'un Etat qui prend soin dans le même temps de la bâillonner définitivement.

Heureusement, nous ne vivons pas encore dans un tel monde et il ne s'agit pas de nier la réalité de la crise économique. Cependant, sa médiatisation permanente joue un rôle comparable. J'étais étudiant en sciences économiques dans les années 80. Pendant toutes mes années d'études, mes professeurs me parlaient en permanence de la crise...Et cela n'a pas cessé depuis. Ecoutez les sketches de Coluche : la Crise ! Le président Giscard d'Estaing qui perçoit le bout du tunnel en 1979. Mitterrand qui nationalise le système bancaire, déjà l'objet de toutes les diabolisations, pour conduire une politique industrielle volontariste qui devait nous sortir de la crise. Finalement, le chômage explose et la droite revient au pouvoir pour en finir avec la crise...Les gouvernements se succèdent mais la crise est toujours là.

Généralement, les ténors de la politique s'emparent du thème de la crise souvent pour s'étriper entre eux notamment à l'occasion des campagnes électorales, rarement pour expliquer. Ont-ils intérêt à expliquer la crise ? Ont-ils intérêt à résorber la crise ? Voyez comment l'Irlande du « non » à l'Europe s'apprête à voter « oui » maintenant qu'elle est frappée par la crise.

Car toutes les victimes potentielles de la crise se tournent vers l'Etat, et donc vers les responsables politiques qui saluent le retour de la politique dans la vie économique comme

s'ils disposaient des outils d'interventions à l'efficacité éprouvée ? Cette situation est pourtant de nature à nous maintenir dans un état de crise permanente [1].

Le chercheur en économie que je suis essaie d'appréhender l'économie comme un objet, en essayant d'y trouver des relations logiques et des enchaînements implacables de causes à effets, en dehors de toutes considérations personnelles ou corporatistes, même s'il existe des débats intenses (et des chapelles) entre les économistes. Mais c'est le propre de la science car c'est par le débat que la connaissance progresse malgré tout. L'économiste n'est guère aimé parce qu'il énonce souvent des choses que nous savons tous mais que personne ne veut entendre.

Le fait est que l'économie ne peut pas être en crise en permanence même s'il existe une logique du discours permanent de la crise. Les plus grands experts du FMI ou de l'INSEE ne sauraient prévoir l'issue de la crise en cours. Les prévisions du FMI sont régulièrement corrigées, tantôt revues à la baisse, tantôt revues à la hausse. Les économistes sont un peu comme les analystes politiques : ils ont toujours des explications savantes et sophistiquées à fournir après que les phénomènes se soient produits. Non pas que les experts soient incompetents mais le fonctionnement de l'économie est au moins aussi complexe que celui du climat et c'est cette complexité qui rend les phénomènes économiques souvent imprévisibles sinon mystérieux (et les phénomènes météorologiques difficilement prévisibles au-delà de cinq jours).

La connaissance du mouvement des astres n'en modifie pas les trajectoires. Par contre, la connaissance des phénomènes économiques en modifie certainement leur cours. C'est ce que les économistes désignent par « anticipations auto-réalisatrices ». Imaginez que les ménages n'aient plus confiance dans le système bancaire, craignant la faillite de leur banque. Alors ils se précipitent au guichet pour retirer leurs avoirs, provoquant ainsi l'événement malheureux tant redouté et donnant raison à leur décision. Ainsi, le fait de prévoir une crise peut être un élément déclencheur d'une crise. D'un autre côté, le fait de redouter une crise permet de l'éviter aussi. Tout le monde a comparé la crise financière actuelle à la crise de 1929. Pourtant l'effondrement généralisé de 1929 ne s'est pas produit. S'il ne s'est pas (encore) produit, est-ce grâce à l'action coordonnée des autorités monétaires de tous les grands pays qui ont su réagir pour éviter le pire, ou est-ce parce que nous nous sommes trompés en faisant une telle comparaison ?

Dans le fond, nous n'avons aucun moyen de le savoir ce qui est à la fois frustrant pour le chercheur, pour le citoyen et pour ceux qui ont des responsabilités politiques au plus haut niveau.

**Jean-Louis Caccamo,
Perpignan, le 23 juin 2009**

<http://caccamo.blogspot.com/>

[http://cozop.com/chroniques en liberte](http://cozop.com/chroniques_en_liberte)